



**POST**  
BIODIVERSITY FRAMEWORK  
EU SUPPORT  
**2020**

# TRANSFORMATIVE ACTIONS. CONVERGENCE #44

## ACTION MULTI-NIVEAUX TRANSFORMATRICE: SOLUTIONS INFRANATIONALES POUR LE CLIMAT ET LA BIODIVERSITÉ



Traitant de la dégradation des landes à Carn Fflur, dans la région de la forêt de Tywi qui fait partie du patrimoine forestier du gouvernement gallois au centre du pays de Galles, l'action de restauration comprenait la réhumidification avec des barrages de tourbe basse pour créer des habitats plus ouverts pour la mousse aquatique, les invertébrés et d'autres espèces. ©Programme national d'action pour les tourbières

### Renata Gomez

Responsable du Programme de Biodiversité, Regions4 Sustainable Development

### Jordan Harris

Directeur Exécutif, Regions4 Sustainable Development

**Les gouvernements infranationaux sont des laboratoires d'innovation pour des solutions locales et inclusives à la double crise du climat et de la biodiversité. Les pratiques qui se présentent comme les meilleures à cette échelle de gouvernement, en matière d'approches intégrées, de gouvernance transformative et de mécanismes de financement font d'eux des leaders naturels et indispensables.**

La communauté scientifique est catégorique sur les transformations nécessaires pour respecter les limites planétaires et assurer la sécurité de l'humanité<sup>1</sup>. Des objectifs internationaux ambitieux en matière de biodiversité, de climat et de durabilité ont ainsi été fixés pour 2030 et 2050. Toutefois, diffuser des connaissances et prendre des engagements ne garantissent pas forcément l'atteinte de résultats.

Les gouvernements infranationaux<sup>2</sup> jouent un rôle de laboratoires en conditions réelles pour l'élaboration de politiques et d'actions innovantes. Ils ont également un grand potentiel pour mettre à l'échelle des solutions innovantes et développer une intégration horizontale et verticale<sup>3</sup>. Ils sont des acteurs essentiels d'une gouvernance et d'une coordination multi-niveaux réussies.

Les gouvernements infranationaux peuvent proposer des voies possibles et offrir des exemples concrets de changement transformateur ainsi que des modèles innovants de gouvernance. La communauté internationale peut les soutenir au cours de la décennie 2030 qui s'avère décisive.

**“LE CHANGEMENT CLIMATIQUE NE CONNAÎT PAS DE FRONTIÈRES. C'EST LA CAPACITÉ DES GOUVERNEMENTS INFRANATIONAUX ET DES RÉGIONS À S'ASSOCIER AVEC LEURS PAIRS ET À FORMER DES COALITIONS ET DES RÉSEAUX QUI LEUR PERMETTRA DE FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À LA PERTE DE BIODIVERSITÉ DE MANIÈRE PLUS EFFICACE. ”**

- Manuel Pulgar-Vidal, champion du Programme d'Action pour la Nature de la Convention sur la Diversité Biologique, Responsable Mondial du Climat et de l'Énergie au WWF.



# 1. LES LIENS ENTRE LA PERTE DE BIODIVERSITÉ ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le déclin sans précédent de la biodiversité<sup>4</sup> et les effets irréversibles du changement climatique<sup>5</sup> représentent les risques les plus graves pour la stabilité planétaire<sup>6</sup>. En plus de partager des causes fondamentales communes, les deux crises se renforcent mutuellement: le changement climatique est un des facteurs clés de la perte de la biodiversité, et la dégradation des écosystèmes accélère à son tour le changement climatique<sup>7</sup>. Les effets combinés de ces deux crises peuvent conduire à des points de bascule irréversibles aux conséquences graves pour les êtres humains et la nature<sup>8</sup>.

La science affirme clairement que, pour obtenir des résultats, les politiques publiques doivent traiter le climat, la biodiversité et la société humaine comme des systèmes interconnectés. Une meilleure compréhension, d'un point de vue socio-écologique, de ces interactions à l'échelle locale permettra aux décideurs politiques d'examiner les possibilités de maximiser les co-bénéfices tout en rendant acceptables les compromis<sup>9</sup>.

En outre, les solutions d'adaptation actuelles deviendront moins efficaces dans un monde plus chaud. Dans certains écosystèmes, les limites de l'adaptation ont déjà été atteintes<sup>10</sup>. Les dangers d'une mauvaise adaptation sont également bien documentés. Parmi les mécanismes clés nécessaires pour les éviter figurent les initiatives de planification inclusive qui s'appuient sur les valeurs culturelles, les connaissances des peuples autochtones et des communautés locales (PACLs), mais aussi l'expérience et la recherche scientifique<sup>11</sup>.

# 2. ÉLÉMENTS CLÉS POUR METTRE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS

## Solutions fondées sur la nature atténuant les effets du changement climatique

Alors que les pays cherchent à atteindre les objectifs de zéro émission nette, de résilience, de biodiversité et ceux de l'Agenda 2030, il est important de trouver des solutions émergentes respectueuses des écosystèmes, associées à une consultation libre et ouverte avec les PACLs. En envisageant des approches plus durables, ancrées localement, les gouvernements infranationaux peuvent élaborer des solutions favorables à l'environnement, à l'économie et à la population.

La mise en œuvre de méthodes de séquestration du dioxyde de carbone<sup>12</sup> peut contribuer à améliorer la biodiversité et les fonctions des écosystèmes, ainsi que les moyens de subsistance et le développement des populations<sup>13</sup>. En outre, les gouvernements infranationaux doivent mettre en œuvre des actions intersectorielles qui offrent des avantages et des solutions multiples pour contribuer à l'ambition mondiale de restaurer 30 % des écosystèmes dégradés d'ici 2030, comme le reflètent la cible 2 du Cadre mondial<sup>14</sup> de la biodiversité de Kunming-Montréal et l'Objectif de Développement Durable (ODD) 15<sup>15</sup>.

Les gouvernements infranationaux sont bien placés pour mettre en œuvre des approches et des méthodologies paysagères<sup>16</sup> basées sur les principes de

multifonctionnalité et d'engagement inclusif des parties prenantes à différents niveaux de décision<sup>17</sup>. Ils offrent parmi les meilleures opportunités pour intégrer les objectifs mondiaux dans les territoires locaux<sup>18</sup> et un large éventail de solutions, notamment la conservation multifonctionnelle des paysages ou les approches en mosaïque, les réserves de biosphère et les corridors écologiques<sup>19</sup>. Les gouvernements infranationaux qui ont déjà mis en œuvre des paysages à usage mixte ont constaté des bénéfices pour la biodiversité et le climat, ainsi qu'une amélioration de la santé et de la résilience des communautés locales.

De même, les solutions fondées sur la nature (SfNs)<sup>20</sup> et les approches écosystémiques<sup>21</sup> présentent un grand potentiel au niveau infranational tout comme les stratégies d'atténuation et d'adaptations aux changements climatiques basées sur la conservation des systèmes naturels et de la biodiversité qu'ils abritent. Les SfNs telles que la protection, la restauration et la gestion des écosystèmes urbains et périurbains, ainsi que dans des paysages plus vastes, présentent un potentiel d'atténuation allant jusqu'à 10,1 Gt d'équivalent CO2 par an (pour la restauration des forêts et le reboisement), ainsi que des avantages connexes en termes de biodiversité (tels que la conservation de centaines d'espèces)<sup>22</sup>.

L'INITIATIVE	LE PROJET EN UN COUP D'ŒIL
<b>Approches paysagères et solutions intégrées multiniveaux et multisectorielles</b>	
<p><b>Le Pôle d'Expertise Multidisciplinaire en Gestion Durable du Littoral du Lac Saint-Pierre, au Québec</b></p> <p><b>Projet de gestion durable du bois de chauffage (Nigeria)</b></p>	<p>20 projets mis en œuvre par près de 30 chercheurs en collaboration avec les ministères de l'agriculture, de la pêche et de l'environnement.</p> <p>Des avantages environnementaux et socio-économiques multiples dans trois États du Nigeria, notamment la réduction des émissions, l'amélioration du stockage et de la séquestration du carbone, la conservation de la biodiversité et des bassins hydrographiques, l'amélioration des moyens de subsistance.</p>
<b>Des solutions fondées sur la nature pour atténuer les effets du changement climatique</b>	
<p><b>Programme national d'action pour les tourbières du Pays de Galles (UK)</b></p>	<p>La coexistence réussie de la restauration des tourbières et des moyens de subsistance des communautés tout en séquestrant le carbone.</p>

**“EN TANT QUE CHAMPIONNE DE HAUT NIVEAU DES NATIONS UNIES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR LA COP28, JE M'ENGAGE À DÉFENDRE LE TRAVAIL DES GOUVERNEMENTS INFRANATIONAUX ET À SOUTENIR L'ACTION CLIMATIQUE MENÉE AU NIVEAU LOCAL. (...) NOUS SOMMES ENCOURAGÉS DE LES VOIR ACCORDER LA PRIORITÉ AUX PERSONNES ET À LA NATURE GRÂCE À DES INITIATIVES INNOVANTES CONCERNANT LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE, LA JUSTICE CLIMATIQUE ET L'INCLUSIVITÉ. CES EFFORTS CRÉENT DES OCCASIONS D'INVESTISSEMENT, ET FAVORISENT LA RÉSILIENCE DES ÉCONOMIES ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, CONTRIBUANT DIRECTEMENT AUX ACCORDS INTERNATIONAUX TELS QUE L'ACCORD DE PARIS ET LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE.”**

- Razan Al Mubarak, championne de haut niveau des Nations Unies sur le changement climatique

Cascades Kwafalls, Parc national de Cross River @Creative Commons

1 Voir: Rockström et al. (2023).

2 Aux fins du présent document, le terme « gouvernements infranationaux » fait référence au premier niveau immédiat de gouvernement en dessous du niveau national et au-dessus du niveau local, tel qu'utilisé dans la Décision X/22 de la CDB.

3 Voir: Fuhr et al. (2018).

4 Voir: IPBES (2019).

5 Voir: IPCC (2023).

6 Voir: WEF (2023).

7 Voir: Pörtner et al. (2021); IPBES (2019); et IPCC (2022).

8 Voir: Pörtner et al. (2021).

9 Ibid.

10 Voir: IPCC, Climate Change 2023, Synthesis Report.

11 Ibid.

12 Citons par exemple la restauration, le reboisement et la gestion des forêts

13 Ibid.

14 Aux fins du présent document, le terme « cadre mondial » fait référence au Cadre Mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, adopté par la décision 15/4 lors de la quinzième réunion de la Conférence des Parties (COP 15) de la CDB.

15 L'ODD 15 vise à protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres

16 Voir: Reed et al. (2015).

17 Voir: CBD (2023).

18 Voir: Gaugitsch & Heissenberger (2020).

19 Voir: Sayer et al. (2013).

20 Voir: UNEP (2020).

21 Voir: CBD COP5 Decision V/6.

22 Voir: Pörtner et al. (2021); Shin et al. (2022); Kemppinen et al. (2020).

23 Les conventions de Rio ont été créées lors du Sommet de la Terre en 1992, en réponse aux défis et aux menaces du changement climatique, de la désertification et de l'appauvrissement de la biodiversité. Il s'agit de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Convention sur la Diversité Biologique et la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification.



Cercopithecus albogularis, les forêts du KwaZulu-Natal ©Creative Commons

24 Voir l'action transformatrice Convergence #43 sur l'aménagement intégré du territoire (travail en cours).

25 Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (pour son sigle en anglais)

26 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

27 Voir: Pörtner et al. (2021).

28 Ibid.

29 Voir: UNEP (2021).

30 Voir: 'BioScience', Volume 72, Issue 7, July 2022.

31 Voir: Scottish Government (2021).

32 Le processus d'Édimbourg a été lancé en 2020 sous la direction du gouvernement écossais et de ses partenaires y compris les gouvernements du Pays de Galles et du Québec, le Comité Européen des Régions et des réseaux tels que l'ICLEI, le Groupe des Gouvernements Infranationaux Leaders et Regions 4 Sustainable Development.

33 Voir: Dialogue with #18 – Edinburgh Process – POST2020 (4post2020bd.net).

34 Voir: Edinburgh Declaration (2020).

35 Voir: CBD COP15 Decision 15/4.

36 Voir: ICLEI (2023) Subnational Governments & Cities at CBD COP15 Event Report.

37 Voir: CBD COP15 Decision 15/12.

38 Regarder: Post 2020 Video on Transformative actions needed for Target 12 implementation.

39 Regarder: Post 2020 Video on Transformative actions needed for Target 14 implementation.

40 Regarder: Post 2020 Video on Transformative actions needed for Target 18 implementation.

41 BIOFIN is a UNDP-led initiative that works with 41 countries to create and implement Biodiversity Finance Plans

42 Voir: UNDP BIOFIN (2022).

43 Voir: UNEP (2022).

44 Voir: OECD/UCLG (2016).

**Atteindre les objectifs mondiaux grâce à une gouvernance transformatrice**

Mettre en œuvre le changement transformationnel nécessaire pour répondre aux objectifs des trois conventions de Rio<sup>23</sup> et aux ODDs requiert des actions rapides et ambitieuses sans précédent<sup>24</sup>. Il faudra des engagements de la part de coalitions et l'émergence de nouveaux modèles de gouvernance à tous les niveaux, ainsi que des investissements massifs pour répondre aux urgences en matière de climat et de biodiversité.

Comme l'ont montré l'IPBES<sup>25</sup> et le GIEC<sup>26</sup>, des changements transformationnels de la gouvernance des systèmes socio-écologiques peuvent conduire à des voies de développement résilientes intégrant le climat et la biodiversité. Les systèmes de gouvernance actuels nécessitent des mécanismes plus efficaces pour cette intégration, ainsi qu'une cohérence et une coordination multi-niveaux<sup>27</sup>. Ce n'est qu'en tenant compte des différences entre les contextes socio-environnementaux et en alignant les objectifs mondiaux sur les contextes et les capacités locales que nous pourrions accéder à l'ensemble des solutions nécessaires pour obtenir ensemble les résultats escomptés en matière de climat, de biodiversité et de société<sup>28</sup>.

Une gouvernance multi-niveaux et transformatrice, impliquant les gouvernements infranationaux, est donc essentielle pour un changement systémique qui concilie les objectifs environnementaux et socio-économiques<sup>29</sup>. Celle-ci vise à créer les conditions d'une action multifonctionnelle, d'une intégration et d'une innovation à tous les niveaux, de coalitions de soutien, d'approches équitables et d'une dynamique de basculement social positive<sup>30</sup>. Les gouvernements infranationaux ont démontré qu'il était possible de mettre en œuvre des réformes urgentes et approfondies pour traiter les facteurs du changement climatique et de la perte de biodiversité.

L'INITIATIVE	LE PROJET EN UN COUP D'ŒIL
<b>Gouvernance transformatrice</b>	
<p><b>Le point de vue unique de l'Afrique du Sud sur les approches basées sur les écosystèmes</b></p>	<p>Coordination horizontale et verticale pour des solutions globales, impliquant plusieurs ministères, des mandats pour l'action provinciale, et une approche solidement fondée sur la science et les parties prenantes.</p>
<b>Gouvernance multi-niveaux pour la restauration</b>	
<p><b>Restauration dans les contributions déterminées au niveau national du Brésil</b></p>	<p>Le Brésil s'engage à restaurer 22 M ha de terres d'ici à 2030, conformément au défi de Bonn et à l'initiative 20x20. 3 États brésiliens ont fixé des objectifs ambitieux : São Paulo (0,3 M ha), Espírito Santo (0,08 M ha) et Mato Grosso (2,9 M ha)</p>

**Accélérer le flux de fonds**

En 2020, le processus d'Édimbourg<sup>31,32</sup>, a appelé au renforcement du rôle des gouvernements infranationaux et locaux dans la mise en œuvre du cadre, mondial<sup>33</sup> et a plaidé en faveur d'une nouvelle décision de la COP de la CDB visant une plus grande implication de ces gouvernements<sup>34</sup>.

Cette COP a fourni un cadre<sup>35</sup> qui comprend des références importantes pour l'approche intégrée du gouvernement et 12 décisions<sup>36</sup> pertinentes pour les

entités infranationales et locales, y compris la décision 15/12<sup>37</sup> sur l'engagement avec les gouvernements infranationaux, les villes et les autres autorités locales pour améliorer la mise en œuvre du cadre mondial et de son plan d'action. La cible 12<sup>38</sup> sur la connectivité et l'accès aux espaces naturels dans les zones urbaines et densément peuplées, la cible 14<sup>39</sup> sur l'intégration de la biodiversité à tous les niveaux de gouvernement et la 18<sup>40</sup> sur l'élimination, le retrait progressif ou la réforme des mesures d'incitation préjudiciables à la biodiversité d'ici à 2025 sont en particulier pertinentes pour les gouvernements infranationaux.

Les ressources financières nécessaires cependant ne sont pas rendues disponibles suffisamment vite. L'initiative BIOFIN<sup>41</sup> estime que le déficit de financement de la biodiversité se situe entre 559 et 824 milliards de dollars par an<sup>42</sup>, tandis que les flux de financement de l'adaptation vers les pays en développement sont 5 à 10 fois inférieurs aux besoins estimés<sup>43</sup>. En 2018, seuls 21% du total du financement climatique par les pays développés ont été consacrés à l'adaptation au climat, alors que cette proportion est 70% pour l'atténuation.

Le déficit est encore plus important pour les gouvernements infranationaux et locaux<sup>44</sup>. Entre 2003 et 2016, moins de 10% des fonds climatiques mondiaux ont été consacrés à l'action locale<sup>45</sup>. Les gouvernements infranationaux dépendent en moyenne à hauteur de 51,5% de leurs revenus<sup>46</sup> des transferts et autres subventions<sup>47</sup> provenant du gouvernement central, leur conférant une capacité fiscale limitée. Il est préoccupant de constater que la part des prêts dans le total des financements publics pour le climat fournis par les pays développés est passée de 52% à 74% entre 2013 et 2018, tandis que la part des subventions a diminué de 27% à 20%<sup>48</sup>. Les gouvernements infranationaux doivent mobiliser davantage de ressources publiques et privées pour mettre fin à ces déficits de financement<sup>49</sup>.

Alors que les gouvernements infranationaux font des progrès avec des ressources limitées, un renforcement supplémentaire pour la mise en œuvre du Cadre Mondial et de l'Accord de Paris est nécessaire et doit inclure les principaux leviers pour libérer le potentiel considérable des acteurs infranationaux en tant que laboratoires innovants.

L'INITIATIVE	LE PROJET EN UN COUP D'ŒIL
<b>Mécanismes de financement innovants</b>	
<p><b>Initiative Life Climark de la Catalogne</b></p>	<p>Marché local de crédits carbone pour lutter contre le changement climatique, dans une région où les forêts absorbent de 10 % jusqu'à possiblement 20% des émissions de CO2.</p>
<p><b>Le Corridor bioculturel du centre-ouest du Mexique</b></p>	<p>Mosaïque de paysages donnant la priorité aux mécanismes de gouvernance et à la gestion durable du patrimoine culturel et naturel dans 8 États du Mexique.</p>
<p><b>Initiative Conexao Mata Atlantica</b></p>	<p>Paiement de services environnementaux pour augmenter les stocks de carbone dans les bassins fluviaux de Paraíba do Sul et soutien du gouvernement fédéral et des États de Rio de Janeiro, São Paulo et Minas Gerais.</p>



Photo 1 : Échantillonnage de la biomasse des cultures alternatives en fin de saison de croissance au lac Saint-Pierre, Québec. ©Élise Smedbol

Photo 2 : Restauration écologique dans le bassin de la rivière Paraíba do Sul, Rio de Janeiro. ©Gustavo Stephan

**Établir des liens entre les synergies infranationales**

Si la science est claire sur la voie à suivre, il reste nécessaire de capitaliser sur les actions infranationales à fort impact, de soutenir leur mise en œuvre et de diffuser les meilleures pratiques et politiques tout en les amenant à exploiter pleinement leur potentiel.

Ce changement transformateur exigera :

**+ Diffuser les connaissances et les capacités scientifiques:** Le renforcement des capacités doit être adapté aux parties prenantes et aux niveaux de gouvernement, y compris les capacités techniques et scientifiques nécessaires à la mise en œuvre d’approches et de solutions qui intègrent la biodiversité<sup>50</sup>.

**+ Gouvernance transformatrice à tous les niveaux de gouvernement:** Exploiter les cadres et instruments politiques internationaux actuels au niveau infranational, y compris les gouvernements en leurs conférant un rôle formel dans le rapportage et le suivi des ODDs, des CDN<sup>51</sup>, des plans d’adaptation nationaux et des SPANBs<sup>52</sup>. Cette inclusion peut conduire à un renforcement des synergies entre la biodiversité et le climat sur le terrain, ainsi qu’à des pratiques innovantes qui peuvent ensuite être reproduites à plus grande échelle dans les politiques nationales<sup>53</sup>.

**+ Promouvoir des solutions intersectorielles innovantes et intégrées présentant des avantages pour la nature et les populations:** Les gouvernements infranationaux sont bien placés pour mettre en œuvre des approches paysagères intégrées, des SfNs et des approches écosystémiques qui répondent simultanément à de multiples défis. Les politiques et les actions qui favorisent l’utilisation et la gestion durables des terres et de la biodiversité, et qui offrent des occasions de développement économique aux communautés locales, peuvent conduire à des résultats tangibles en matière d’atténuation. Elles peuvent également favoriser une transition juste et la justice climatique en renforçant la résilience des communautés vulnérables et en produisant des résultats positifs pour la nature.

**+Accélérer les flux financiers:** La mise à disposition de fonds mondiaux est essentielle pour une action rapide. Les mécanismes de financement et les fonds mondiaux, y compris le Fonds de soutien au cadre mondial pour la biodiversité<sup>54</sup> récemment lancé, devraient être accessibles à tous les niveaux. Les gouvernements infranationaux sont bien placés pour canaliser les fonds vers les acteurs locaux et mettre en œuvre les stratégies existantes. Les organisations nationales et les fonds multilatéraux devraient donner la priorité au financement des actions infranationales qui contribuent directement à la réalisation des objectifs et aux instruments politiques nationaux. Les pays ayant des contextes juridiques et administratifs variés, les gouvernements infranationaux doivent adapter leurs capacités pour pouvoir accéder à tous les mécanismes de financement disponibles, qu’ils soient

nationaux, internationaux, publics ou privés. Ils peuvent également donner la priorité à des partenariats public-privé robustes afin de maximiser leur flexibilité et leur adaptabilité.

**3. LES GOUVERNEMENTS INFRANATIONAUX EN TANT QUE FOURNISSEURS ET TESTEURS DE SOLUTIONS EFFICACES**

Dans la perspective du Sommet pour l’avenir de 2024<sup>55</sup>, qui ira au-delà de l’Agenda 2030, la COP16 marquera le début de la mise en œuvre du cadre mondial. Avec l’importance croissante de définir l’objectif mondial sur l’adaptation dans le cadre de l’Accord de Paris, la vision, l’expérience et le leadership des gouvernements infranationaux peuvent être mis à profit pour fournir des solutions inclusives qui intègrent les agendas du climat, de la biodiversité et des ODD.

Les gouvernements infranationaux constituent un vaste laboratoire. Ils testent des solutions innovantes qui offrent des synergies entre le climat, la biodiversité, la justice et les défis du développement. Ces solutions conduisent à une utilisation efficace de ressources et peuvent garantir que toutes les actions sont considérées en fonction de leur efficacité à améliorer la prospérité, le bien-être et les moyens de subsistance des populations locales, ainsi que pour leurs effets sur les générations futures. Les meilleures pratiques peuvent être développées et diffusées, ce qui permet d’alimenter l’élaboration des politiques nationales et internationales. L’alignement des agendas internationaux en matière de climat et de biodiversité au niveau infranational est l’un des moyens les plus puissants d’avancer et peut contribuer à résoudre les crises planétaires actuelles, tout en construisant un avenir durable et prospère.



45 Voir: Soanes et al. (2017).

46 Voir: OECD/UCLG (2022).

47 Voir: UNDP (2022).

48 Voir: UNDP (2022).

49 Voir: OECD (2023).

50 La décision 15/8 de la CDB reconnaît la nécessité de renforcer la coopération pour combler les lacunes en matière de capacités en proposant un cadre stratégique à long terme et des mécanismes qui reconnaissent l’importance des acteurs et des réseaux infranationaux dans la promotion de l’échange d’informations et de la coopération scientifique.

51 Les contributions déterminées au niveau national (CDN) sont au cœur de l’Accord de Paris et de la réalisation de ses objectifs à long terme. Elles concrétisent les efforts déployés par chaque pays pour réduire les émissions nationales et s’adapter aux impacts du changement climatique.

52 Les stratégies et plans d’action nationaux en matière de biodiversité (SPANB) sont les principaux instruments politiques par lesquels les parties mettent en œuvre la CDB à tous les niveaux/échelles. Ils facilitent la planification de la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, tout en assurant l’utilisation durable des ressources connexes et le partage équitable des avantages de la diversité génétique.

53 Voir: Morchain & Terton (2022).

54 Voir: GEF (2023) and CBD (2023).

55 Voir: <https://www.un.org/en/common-agenda/summit-of-the-future>

LE PROJET POST 2020 BIODIVERSITY FRAMEWORK - EU SUPPORT EST FINANCÉ PAR L’UNION EUROPÉENNE ET MIS EN ŒUVRE PAR EXPERTISE FRANCE. IL VISE À FACILITER L’ADOPTION EFFECTIVE ET LA MISE EN ŒUVRE D’UN CADRE TRANSFORMATEUR POUR LA BIODIVERSITÉ POST-2020 CADRE MONDIAL TRANSFORMATEUR POUR LA BIODIVERSITÉ.



**CETTE PUBLICATION A ÉTÉ FINANCÉE PAR L’UNION EUROPÉENNE. SON CONTENU EST DE LA SEULE RESPONSABILITÉ DU PROJET “POST-2020 BIODIVERSITY FRAMEWORK – EU SUPPORT” ET NE REFLÈTE PAS NÉCESSAIREMENT LES OPINIONS DE L’UNION EUROPÉENNE**



AVEC LE SOUTIEN DE BENOÎT RIGAUD, SECRÉTAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DU QUÉBEC.